

Manifeste

des enseignantes et des enseignants
de la FNEEQ (CSN)

Les cégeps :

Un engagement pour l'avenir du Québec !



Plus d'un million de Québécoises et de Québécois ont obtenu un diplôme collégial depuis la création des cégeps ! Nos collèges ont permis un important bond en avant dans le développement d'une société plus démocratique, plus juste et plus équitable. Ils contribuent à l'épanouissement de milliers de jeunes et au développement économique, social et culturel de toutes les régions. La fréquentation des études postsecondaires a augmenté de manière significative. Les employeurs affichent un taux de satisfaction très élevé par rapport aux diplômés-es de la formation technique. Les étudiantes et les étudiants sont mieux préparés aux études universitaires. Ce n'est pas rien ! Et pourtant!

1. Les cégeps de nouveau attaqués

Les cégeps, dont l'existence semblait assurée, sont de nouveau attaqués. Depuis la publication du Plan de développement de la Fédération des cégeps en février dernier, les cégeps, tels qu'on les connaît, sont remis en question. La plate-forme du Parti libéral au pouvoir contient les grandes orientations de ce Plan de développement. Ce nouveau gouvernement annonce que non seulement il sera fidèle à son programme, mais qu'il ira plus loin. Le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, veut organiser un Forum de réflexion où tout est sur la table et dont le *statu quo* est exclu. Les commissions scolaires en profitent pour annoncer leurs couleurs : les cégeps coûtent cher et ne diplôment pas assez ! Abolissons les cégeps ! Le ministre affirme pourtant « qu'il n'est pas question d'abolir les cégeps, mais le débat, dit-il, sera plus fondamental qu'en 1992 et doit faire partie de la ré-ingénierie » de l'État. Dans un tel contexte, il devient impérieux de se porter à la défense des cégeps !

Depuis leur création en 1967, les cégeps ont été constamment critiqués et menacés de disparition : le rapport

Roquet, le rapport Nadeau, le livre blanc sur les cégeps, la réforme de 1993. Par ailleurs, les États généraux sur l'éducation de la fin des années 90 ont été aussi le théâtre de charges contre les cégeps, mais ont finalement conclu à la nécessaire existence de ces institutions. Tous pourtant ont réaffirmé l'existence, la nécessité et le rôle essentiel des cégeps pour le développement de la société québécoise, faisant écho au large consensus qui se dégageait de tous les milieux. Nous devons de nouveau reprendre le combat et réaffirmer la nécessité des cégeps, qui reflètent la culture et les valeurs particulières du Québec ! Toutes ces remises en question ont cependant un même fondement : c'est le refus obstiné d'une formation générale commune aux futur-es universitaires et aux futurs techniciennes et techniciens. Derrière ce refus, on retrouve souvent un brin de nostalgie pour un système plus ségrégué. Les futurs professionnel-les d'un côté et les autres ailleurs !

2. Les cégeps nous appartiennent

Certes, le cégep est une institution originale, différente des autres systèmes d'éducation et qui ne trouve pas de réelle équivalence ailleurs. La symbiose de la formation préuniversitaire et de la formation technique, le partage du fonds culturel commun ainsi qu'une organisation en réseau en font un modèle unique d'enseignement supérieur. Les Québécoises et les Québécois ont raison d'être fiers de cette institution qu'est le cégep !

En effet, des milliers de citoyennes et de citoyens se sont battus pour préserver la mission des cégeps :

- accessibilité à l'enseignement supérieur sans égard au sexe, à l'origine sociale, à la condition sociale ou à la provenance,
- démocratisation de l'enseignement en tant que bien public et collectif,

- mise sur pied d'un réseau collégial public et gratuit,
- défense de programmes d'études nationaux !

À ce chapitre, le maintien de l'intégrité et du caractère national du réseau passe par un financement public assuré par l'État. Avec l'actuel gouvernement, ces valeurs et ces principes que nous avons toujours voulu préserver sont menacés. Le projet social qui leur est associé est remis en cause. Nous assistons depuis quelque temps à un bouleversement sans précédent de nos institutions. C'est une remise en question radicale de notre héritage politico-institutionnel de la Révolution tranquille. La population du Québec a raison de s'inquiéter; les cégeps sont irremplaçables !

Irremplaçables aussi par cette gigantesque contribution à l'éducation des adultes permettant à des centaines de milliers de personnes, souvent d'origine modeste, d'avoir accès à un enseignement de qualité. Si l'accès des femmes à l'enseignement supérieur est tel aujourd'hui, les cégeps y ont contribué en grande partie. Nous ne sommes pas les seuls à le dire : l'originalité de ce réseau fait l'envie de plusieurs à l'étranger. Il n'y a pas de cégep ou l'équivalent ailleurs en Amérique du Nord. Certains y voient une tare. Nous revendiquons avec fierté cette exception culturelle ! Il s'agit, selon Guy Rocher, d'un chaînon essentiel de notre système scolaire.

3. Pour une approche humaniste en éducation

Dans le cadre de la mondialisation et de la montée du néolibéralisme, certains croient que les collèges devraient disparaître. L'originalité du modèle québécois dérange et détonne. On semble de plus en plus à l'écoute des diktats des grandes organisations économiques internationales plutôt qu'aux revendications des mouvements sociaux. Les cégeps doivent s'ajuster, certes, mais non se conformer à l'idéologie dominante prônant la formation des travailleuses et des travailleurs en

fonction des stricts besoins du marché du travail. Il n'est plus question du développement de la personne et de la formation de la citoyenne ou du citoyen, encore moins de la transmission d'un fonds culturel commun. On veut d'abord former des travailleuses et des travailleurs.

Cependant, pour cela, certains pensent qu'il faut changer les cégeps. Ils veulent revoir de fond en comble l'organisation et le fonctionnement du réseau. Ils veulent plus d'autonomie et de pouvoir sur les programmes dispensés dans les collèges. Ils veulent redéfinir l'organisation du travail. Ils réclament plus de souplesse et de flexibilité pour répondre particulièrement aux exigences du marché du travail et à la pénurie de la main-d'œuvre. En fait, ce qui est en jeu, c'est le caractère public de notre système d'éducation. Pourquoi un tel bouleversement ?

Ces changements s'accordent parfaitement avec les orientations du nouveau gouvernement du Québec. En effet, dans un contexte de « réingénierie » de l'État, celui-ci ne cherche qu'à faire des économies. La rationalité économique et les théories entrepreneuriales introduisent dans le système d'enseignement des valeurs et des pratiques proprement économiques comme la compétition, le rendement, l'efficacité, l'imputabilité, l'obligation de résultats, etc. Nous vivons à l'heure des palmarès, des bons d'étude et de la performance.

Pourquoi donc subordonner l'éducation aux besoins de cet utilitarisme économique ? L'idée n'est pas de former des « employables » destinés à servir le profit privé régnant sur des marchés sans règles et sans limites. Pourquoi l'enseignement collégial doit-il se réduire à la stricte formation de travailleuses et de travailleurs immédiatement employables ? L'idée, c'est aussi de former des citoyennes et des citoyens capables de critique et de jugement !

4. Les cégeps sont un véritable succès

Au fil du temps, l'orientation du réseau collégial s'est précisée et améliorée. Les collèges ont atteint une maturité dans leur développement qui leur permet d'offrir une formation de grande qualité à leurs étudiantes et étudiants. Les cégeps reçoivent un nombre croissant de jeunes qui n'ont pas forcément arrêté leur choix de carrière et qui trouvent leur voie au cégep. Ils offrent une période de transition essentielle entre le secondaire et l'université afin de permettre aux étudiantes et aux étudiants de s'orienter et de s'adapter par une nouvelle forme de pédagogie développée par les enseignantes et les enseignants propre à l'âge, à la psychologie et au milieu de vie des 17-20 ans. Les étudiantes et les étudiants considèrent leur passage au collégial comme une étape importante de leur vie. Les enseignantes et les enseignants, à l'instar des autres salariés de l'institution, contribuent à accompagner ces élèves dans plusieurs aspects de leur vie de jeunes adultes, de jeunes salariés, de personnes tout simplement.

Pour entrer sur le marché du travail, dont les exigences de qualifications sont de plus en plus élevées, pour jouer son rôle de citoyenne ou de citoyen de façon éclairée dans une société de plus en plus complexe, pour une meilleure préparation aux études universitaires, il est indispensable désormais, pour le plus grand nombre, de détenir un diplôme d'études collégiales. On exige non seulement une vigoureuse qualification, mais également une polyvalence de tous les instants.

Nous n'avons qu'à regarder autour de nous. Les cégeps ont formé des milliers de techniciennes et de techniciens compétents dans des domaines aussi variés qu'en informatique, en soins infirmiers, en électrotechnique, en éducation à l'enfance ou spécialisée, en génie civil, en géomatique, etc. La liste est longue et surprenante. Demandez-leur s'ils sont fiers de leur formation. Vous se-

rez étonné ! Et que dire de ces centaines de milliers de diplômé-es préuniversitaires qui sont désormais biologistes, médecins ou enseignants, qui ont eu leur premier coup de cœur au cégep en raison d'un accès élargi à un champ de savoirs variés et de qualité. Que dire de cette année « de trop » permettant à toutes et à tous de conforter leur choix en vue d'études spécialisées à l'université ?

5. Les cégeps sont au cœur de leur communauté

Le cégep est un lieu d'effervescence sur les plans tant culturel qu'économique et social. Il est bien intégré à son milieu, qu'il soit en plein cœur d'une grande ville ou en région.

La recherche disciplinaire témoigne tant de la vigueur que du potentiel scientifique des collèges. Ces activités font progresser les connaissances dans des domaines variés et leurs effets sur la vie intellectuelle collégiale sont multiples. Elles stimulent l'intérêt des jeunes pour les carrières scientifiques et contribuent à leur rayonnement dans leur communauté et bien au-delà. Incidemment, on retrouve des activités de recherche dans plusieurs cégeps.

Que seraient les régions du Québec sans cégeps ? Ils abritent souvent des complexes sociaux et culturels importants puisqu'ils réunissent sous un même toit, outre leurs propres activités de formation, une vaste gamme de services accessibles à toutes et à tous sans compter les retombées économiques directes.

La contribution des collèges ne s'arrête pas là ! À travers leurs centres de transfert de technologie, les collèges ont gagné une place importante dans la recherche appliquée au Québec, apportant un soutien indispensable au développement économique, social et régional.

6. Pour un avenir meilleur

Défendre les cégeps ne signifie pas se crisper sur un *statu quo*. Il ne suffit pas de réaffirmer des principes et des valeurs pour sauver les cégeps. Il est important de démontrer que l'expertise développée depuis trente-six ans par les enseignantes et les enseignants et les autres salarié-es a porté fruit. Que nous sommes toujours porteurs et preneurs d'un véritable projet de société. C'est un engagement pour l'avenir de notre jeunesse.

Les cégeps ont toujours été un lieu où on forme des esprits critiques, des citoyennes et des citoyens éclairés et des travailleuses et des travailleurs qualifiés. Ils ont une fonction de socialisation et de transmission de valeurs universelles de liberté, d'égalité, de solidarité, de paix et de savoirs. On y forme des citoyennes et des citoyens qui possèdent tous les outils pour bâtir une société humaniste et égalitaire. Y enseigner, c'est croire dans la démocratie, dans la liberté et dans les valeurs dont nous sommes fiers. Celles et ceux qui veulent la disparition des cégeps nous trouveront sur leur chemin !

Nous voulons un meilleur réseau public de formation collégiale, mieux financé, plus accueillant et mieux arimé aux deux autres ordres d'enseignement pour une plus grande accessibilité et une plus grande démocratisation de l'éducation. Nous voulons travailler dans ce sens et non pas pour affaiblir nos institutions afin de mieux les démanteler ensuite !

Notre passé en témoigne : un million de diplômé-es; notre avenir collectif en dépend. Les cégeps sont irremplaçables ! **Nous sommes décidés à agir !**